

Forges de Clabecq - Renault Vilvoorde...

Combien de fermetures d'usines faudra-t-il encore pour comprendre que les syndicats sont les fossoyeurs des luttes?

Après avoir été baladés d'illusion en illusion, de faux espoirs en vrai chômage, sans que fondamentalement ni leurs emplois, ni leurs salaires n'aient été sauvés ou garantis, les travailleurs des Forges de Clabecq sont cette fois confrontés à un nouveau mirage soutenu et négocié directement par les plus hauts dirigeants de la FGTB et de la CSC qui ont pris «l'initiative de l'ultime proposition»: à prendre ou à laisser. Après des mois où, ces mêmes syndicats ont joué la carte du pourrissement, ils se jettent maintenant sur la «solution» DUFERCO qui ne conserverait que 1400 emplois (cf. Le Soir du 22-4-'97) comme étant le dernier espoir devant lequel tous les ouvriers devraient capituler.

Après des mois et des mois de conflit et malgré quelques claques distribuées, à aucun moment les actions des travailleurs des Forges n'ont réellement attaqué le patronat, y compris public, son principal actionnaire. De la même manière, lorsque Jean Gandois annonçait la continuation des restructurations (lire licenciements et précarisation) chez Cockerill et ses filiales (CMI), aucune liaison directe entre les travailleurs concernés - sans passer par l'intermédiaire des bonzes syndicaux - ne s'est effectuée afin d'organiser des grèves qui *bloquent la production* et qui touchent le patronat là où ça lui fait mal: ses profits. Chacun reste chez soi, usine par usine, catégorie par catégorie, nationalité par nationalité, en acceptant tous les sacrifices et en espérant que ce qui arrive à son frère, à son collègue ne lui arrivera jamais. Il est temps de se rendre compte que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et n'ont aucun intérêt à mendier l'aide du gouvernement, de la Région, de la Justice, voire même la «solidarité» platonique d'autres travailleurs.

Comme on l'a très bien vu lors du conflit de Renault Vilvoorde, accepter les sacrifices est loin d'être une garantie sur l'avenir, bien au contraire. C'est plutôt le signe d'une docilité qui préfigure toujours plus de renoncements et de misère. Les ouvriers de Renault n'ont pas, eux non plus, réussi à bloquer durablement la production des usines qui en ce moment tournent à plein régime, notamment celle de Douai. Ils se sont laissés enfermer dans la logique syndicale des actions symboliques, même européennes, et des solutions juridiques illusives. Isolés à la fois par le jeu syndical des urnes et des isolements (jeu de mots réalisé par le Soir du 11-4) *et* par la modification des chaînes de l'usine de Palencia, qui les a rendus aptes à produire des Mégane, la grande majorité (69%) des travailleurs de Vilvoorde se sont une fois de plus laissés convaincre de reprendre le travail par le front uni des menteurs syndicaux. Ces mêmes syndicats ont tout fait pour imposer la reprise du travail alors qu'une bonne partie des ouvriers des lignes voulaient continuer le combat. «Seuls les permanents syndicaux, extérieurs à Renault, se sont exprimés, aucun avis contraire n'a eu accès au micro. Alors que les soucis financiers pesaient sur la décision, les orateurs se sont bien gardés de rappeler que les indemnités forfaitaires versées à chacun par les syndicats sont progressives et étaient sur le point d'augmenter, selon les règles en vigueur. Aujourd'hui, certains de ceux qui ont voté «oui» le regrettent. Et je peux vous dire que des délégués n'osent plus se montrer sur les chaînes. Il y a une violence contenue.» (Propos d'un ouvrier de Vilvoorde recueillis par L'Humanité du 21-4-97).

Le lundi 14 avril 97, c'est *spontanément et contre* l'avis des bonzes que les ouvriers des lignes ont travaillé au ralenti, bloqué les chaînes et puis saboté la production. C'est uniquement ce type d'action, généralisée aux autres usines qui tournent, qui pourrait faire reculer le patronat. Pendant ce temps, la stratégie et la volonté du patron de Renault, M. Schweitzer, n'ont pas changé. Avec l'accord des syndicats espagnols, il poursuit la mise en place d'une troisième équipe à Palencia et prépare avec les syndicats français le transfert de la production des Clio vers Flins et celle des Laguna vers Sandouville. Ainsi, après les grands cortèges et défilés de la pseudo-solidarité européenne (marche de Bruxelles) revient au galop la triviale réalité du *nationalisme syndical*. Seule la lutte intransigeante et indépendante fondée sur l'auto-organisation prolétarienne au-delà des frontières peut payer.

Il y a un an exactement, quelques enseignants en colère avaient, à coup d'œufs jetés sur les bonzes du PS, renoué avec la tradition des Premiers Mai de lutte. Une tradition avilie et dénaturée par un siècle de social-démocratie qu'aujourd'hui les fascistes, engagés dans une activité poussée de ralliement des ouvriers et des sans-réserves frappés par les crises, reprennent à leur compte en la pervertissant davantage. Malgré ce sursaut de combativité, les mouvements enseignants et étudiants se sont essouffés et comme d'habitude, durant les vacances, les syndicats d'Etat ont signé les décrets iniques contre lesquels, des mois durant, ces mouvements s'étaient battus. La défaite était totale, d'autant plus qu'ils passaient au second plan de l'actualité parce que le drame de l'assassinat des enfants disparus occupait tout l'espace médiatique. Aucune leçon n'a pu être tirée sur le rôle d'organiseurs de la déroute joué par les syndicats (dont celui étudiant, la FEF, qui ne s'en remettra pas) et leurs amis politiques (PS, PSC, PRL, écologistes). L'orchestration de l'indignation populaire suscitée par l'affaire Dutroux et les scandales politico-financiers au moyen des «marches blanches» a permis à la bourgeoisie et à son Etat d'effectuer une véritable opération «mains propres» à l'italienne de re-crédibilisation et de sauvetage de l'essentiel : la Belgique, son économie, son armée et son Roi. En focalisant le ras le bol général, non sur le système capitaliste lui-même, producteur de toutes ces turpitudes, mais sur ce qui est à chaque fois présenté comme un dysfonctionnement ponctuel l'Etat, ses partis, ses syndicats et ses porte-paroles ont réussi le tour de force de se purifier par les différentes commissions d'enquêtes. Quelques lampistes vont, bien sûr, payer pour tout le monde.

Comme si de rien n'était, le gouvernement poursuit sa politique d'austérité et de restrictions sans qu'aucune réaction d'envergure ne s'y oppose. Après les marches blanches on a eu droit à celles multicolores, rouges, tricolores... des dimanches, des samedis et autres jours de fêtes, jusqu'à celle contre les menteurs. Toutes ces belles promenades canalisent une colère qui s'est révélée jusqu'ici totalement impuissante. Les marches servent à faire retourner docilement au travail les participants qui en ont encore un. Ces défilés pacifiques, ces actions symboliques, ainsi que l'ensemble des pseudo-réformes annoncées, ne servent qu'à vous maintenir soumis aux lois du système capitaliste, et ce d'autant plus qu'elles sont organisées par les faux amis syndicaux et politiques. Entre-temps, la bourgeoisie belge trouve les moyens d'organiser une aventure militaire au Zaïre, en envoyant encore une fois les paras, ces célèbres tortionnaires de l'opération «restaurer l'espoir», pour défendre ses intérêts impérialistes aujourd'hui menacés par leurs compères Américains et Sud-africains. Alors que, selon les classes dominantes belges, tout devrait être mis en oeuvre pour économiser les deniers publics et résoudre la crise financière de l'Etat, elles ne se privent pas d'aller jouer les gendarmes dans leur ancienne chasse gardée. Après avoir porté à bout de bras, pendant 35 ans, l'un des plus brutaux régimes au monde, la très catholique Belgique vient de découvrir que le Maréchal Mobutu, ami personnel de la couronne, aurait été un dictateur. L'opération en cours d'auto-blanchiment de l'Etat et l'organisation par le haut du discrédit des partis traditionnels ne peut provoquer à terme qu'une solution musclée, et peut-être extérieure à la configuration actuelle de l'Etat pour faire face à un danger ouvrier encore trop présent. Il prépare ainsi et dès maintenant la possibilité de sa mue fasciste, pour endiguer l'usure de la forme actuelle de sa domination.

Tout cela rend d'autant plus nécessaire l'action indépendante de la classe exploitée, basée sur la défense intransigeante de ses intérêts et enfin débarrassée de la tutelle de l'ensemble des partis et des syndicats de l'Etat capitaliste.

MOUVEMENT COMMUNISTE

B.P. 1666 • Centre Monnaie • 1000 Bruxelles 1